



## Moins de routes, plus de trains



### Nos lignes SNCF sont vitales !

Une mobilisation le dernier week-end de mai, dans 4 pôles régionaux : Arles, Clermont-Ferrand, la Manche et la Roya.

Les prix des carburants flambent. Le modèle du tout routier pèse de plus en plus dans le budget, en particulier dans les territoires où l'absence de transports en commun contraint à posséder un véhicule motorisé. Plus de 20 % du revenu des ménages modestes est aujourd'hui consacré aux déplacements. Se déplacer conditionne l'accès à l'emploi, à la formation, aux soins et à la vie sociale. La demande pour des transports en commun est forte dès que l'offre (horaires, tarifs) est adaptée. La réduction des inégalités d'accès aux transports repose donc sur le développement des modes de transports collectifs.

Pourtant, les pouvoirs publics continuent de programmer des milliards d'euros d'investissements dans des dizaines de nouveaux projets routiers. Pourtant, les lignes SNCF de desserte fine du territoire, celles qui sont vitales au quotidien, sont délaissées voire fermées. 10 000 km de voies, soit un tiers du réseau, sont menacés de disparition d'ici dix ans. Le gouvernement porte actuellement une loi-cadre sur le financement des transports qui ne répond pas aux besoins écologiques et sociaux et qui, au contraire, entend inciter les régions à augmenter les tarifs pour les usagers et usagers des TER. C'est non !

Le transport est le premier secteur émetteur de gaz à effet de serre en France, avec 31 % des émissions. Le transport routier de personnes et de marchandises est bien plus émetteur que le train, qui émet entre 9 et 14 fois moins de gaz à effet de serre. Le transport ferroviaire devrait donc être l'ossature d'une politique des transports qui tient compte de la crise sociale et environnementale.

L'Alliance écologique et sociale, la Déroute des routes et SUD Rail mènent cette campagne depuis 2025. Nous avons convergé avec de nombreux collectifs locaux de défense de lignes SNCF ou de lutte contre des projets routiers. Le dernier week-end de mai, pour la première fois, ces collectifs se sont coordonnés pour agir dans 4 pôles régionaux : 4 modes d'action, 4 focus sur l'une des dimensions de notre lutte pour plus de justice sociale et environnementale par les transports.

Nos revendications :

- Un moratoire sur les projets routiers et sur les contrats de concessions autoroutières.
- Le report des investissements publics consacrés à des projets routiers (entre 13 et 20 milliards d'euros) vers le système ferroviaire (voyageurs/marchandises) et les transports en commun.
- Un plan national ambitieux de sauvegarde et de développement du réseau ferroviaire de proximité.
- La nationalisation des profits des autoroutes pour investir dans les alternatives de transport.
- Un système ferroviaire unifié dans une grande entreprise publique.